

Sara Olsvig

Depuis 1979, *Kalaallit Nunaat* (Groenland) est un pays doté d'un gouvernement dans le Royaume du Danemark.

En 2009, le Groenland est entré dans une ère nouvelle avec l'inauguration de la nouvelle loi de « gouvernement autonome » qui donne au pays l'auto-détermination dans l'État du Danemark. Le Groenland a un gouvernement public et souhaite établir une économie durable pour atteindre une plus grande indépendance.

La population compte 57 000 habitants dont 50 000 Inuit. La diversité culturelle au Groenland repose sur la chasse de subsistance, les pêcheries commerciales, le tourisme et se traduit par des efforts récents pour développer l'extraction minière et pétrolière.

Approximativement 50% du budget national est subventionné par le Danemark.

Le Conseil circumpolaire inuit (ICC), une organisation de peuples autochtones (IPO) et une ONG accréditée par « ECOSOC », représente les Inuit du Groenland, du Canada, de l'Alaska et de la Tchoukotka (Russie). Il est également un membre permanent du Conseil Arctique.

La majorité du peuple groenlandais parle la langue inuit, le *Kalaallisut*, alors que la seconde langue du pays est le danois.

Le Groenland devient de plus en plus une société multiculturelle avec des immigrants en provenance de différentes parties du monde.

Le mode de vie inuit est fondé sur le partage

En 2010 plusieurs réunions eurent lieu sur le territoire des Inuit. Bien qu'il n'existe pas de liaison aérienne entre le Groenland et l'Arctique canadien, quelques charters ont survolé l'Arctique pendant cette année, renforçant les relations entre les Inuit.

En été 2011, le Conseil circumpolaire inuit eut sa 11^e assemblée générale à Nuuk. Des Inuit de tous les pays ont se sont alors rassemblés pour leur assemblée quadriennale sur le thème *Inoqatigilinneq* « le partage de la vie » se référant ainsi à une culture et une identité du partage, communes aux 160 000 Inuit environ vivant dans l'Arctique.



L'Assemblée du Conseil Circumpolaire Inuit (ICC) montra une fois de plus la nécessité et l'opportunité d'un tel forum. Plusieurs thèmes tels la santé et le bien-être, le développement économique, la gouvernance, la chasse et la sécurité alimentaire ont été au programme de ces quatre journées de réunions. Environ 500 Inuit ont participé à cette assemblée générale dont les leaders des assemblées régionales et nationales des Inuit (*Nunaat* : le territoire des Inuit).

Le résultat de cette Assemblée Générale fut la Déclaration de Nuuk de 2010 qui fut adoptée le dernier jour de l'Assemblée. Avec ses 54 articles, la Déclaration de Nuuk donne aux Inuit du Conseil Circumpolaire un mandat de travail sur de nombreux thèmes, incluant :

- l'intégration des leaders inuit au sommet du développement des ressources et au sommet de l'éducation ;
- l'analyse et la mise en place d'une déclaration des droits des peuples autochtones ;
- la promotion d'un état des lieux sur les impacts environnementaux et sociaux du développement des ressources.

La Déclaration de Nuuk mandate aussi le ICC de poursuivre la défense de la promotion et des droits des Inuit, de leur culture, de leur identité et de leur langue.

En tant qu'organisation autochtone, l'ICC est un membre permanent du Conseil Arctique et la Déclaration de Nuuk de 2010 renforce encore cette position et encourage sa participation au Conseil arctique comme à d'autres assemblées internationales.¹

Le développement des ressources

Pétrole et gaz

2010 correspond à un développement substantiel de l'industrie au Groenland.

Le Groenland a inauguré en 2009 un « self –gouvernement » et prit des mesures législatives sur les ressources du sous-sol au 1^{er} janvier 2010.

La firme écossaise Cairn Energy plc a très vite, dès l'été de la même année, mis en place des explorations de pétrole et de gaz dans la mer sur la côte ouest du Groenland.²

Les recherches indiquent que ces ressources pourront être prochainement exploitées. Le Groenland et Cairn Energy plc planifient de nouvelles explorations durant l'été 2011.

En plus de Cairn Energy plc, une longue liste d'autres firmes ont obtenu des licences d'exploration pour une exploitation off shore à l'ouest du Groenland.

Le pays met son espoir dans de tels projets car ils permettent d'assurer le développement d'une économie durable nationale et de créer des opportunités d'emplois pour les Groenlandais.

La population du Groenland étant relativement faible, de nombreux travailleurs étrangers sont attendus.

A l'été 2010, Cairn Energy plc a fait venir environ 600 travailleurs immigrés dans la ville d'Aasiat en Baie de Disko chaque mois.³

1

2

Mines

Le Groenland a mis en place plusieurs projets de développement de grande échelle l'an dernier.

Dans le sud du Groenland, différentes corporations explorent sur de grandes surfaces des gisements miniers de métaux, autant de minéraux considérés comme ayant une haute valeur sur le marché mondial de l'électronique et de la haute technologie. Quelques gisements du Sud du Groenland montrent la présence d'éléments radioactifs tels l'uranium.

Le Parlement du Groenland a depuis 1985 mis en place une politique de tolérance zéro en ce qui concerne les gisements d'uranium.⁴

L'opinion publique groenlandaise a vivement débattu de la politique de tolérance zéro autour de la question de l'uranium et au sud du Groenland la population locale a fondé des associations à la fois pour et contre l'exploitation de l'uranium.

Le long de la côte ouest du Groenland, d'autres projets miniers correspondent à l'exploitation d'un important gisement de fer dans le fjord de Nuuk, la capitale du Groenland. Les gisements de fer y sont explorés et pourront être exploités les 20-30 prochaines années.

La mine de Maarmorilik dans la baie d'Uummanaq au nord-ouest du Groenland qui offre à la fois du zinc et du plomb fut exploitée dans les années 1970 et 1980 et va rouvrir : une licence de prospection a été attribuée à Angel Mining pic qui est également active dans le sud du Groenland pour l'exploitation d'une mine d'or. L'activité minière est une cause de pollution dans les environs de Maarmorilik.⁵

Le projet d'aluminium

Le Gouvernement du Groenland a signé un memorandum de compréhension avec la compagnie américaine de production d'aluminium Alcoa inc en 2007.

Depuis cette firme et le Gouvernement ont négocié un plan de production de l'aluminium, pendant que deux entités comprenant des centres de recherche indépendants mesuraient l'impact à la fois environnemental et social de ce projet.¹

Le Gouvernement a établi « Développement du Groenland » une compagnie qui joue à la fois un rôle d'information et de coordination du développement d'activités commerciales implantées sur le territoire groenlandais en lien avec le secteur énergétique. (Alcoa Inc). Ils ont

3

4

55

contribué à faciliter l'organisation de réunions publiques dans quelques unes des plus grandes villes de l'Ouest du Groenland.

Quelques débats publics se sont déroulés à la KNR, la radio nationale du Groenland. Lors de ces débats, certains citoyens se sont interrogés sur le rôle et l'indépendance de la société « développement du Groenland » alors que ces associations sont contre le projet d'extraction de l'aluminium et qu'elle est précisément établie à Maniitsoq, c'est-à-dire dans la ville même où le projet d'extraction est planifié.

Le défi du « décision making »

Un nombre important de firmes multinationales, spécialisées dans la prospection de projets industriels à petite et à grande échelle, crée un véritable défi en ce qui concerne le processus d'une prise de décision à la fois ouverte et indépendante.

En effet, ces multinationales disposent de moyens très importants pour conduire des campagnes d'information et bien plus forts que ceux relevant de l'économie groenlandaise plus étroite.

Bien que le Groenland soit engagé depuis 1979 dans un processus de « self-government », les nouvelles formes de « self détermination » et l'intérêt croissant pour les ressources industrielles du pays, pousse le Groenland à s'inscrire dans un système où les procédés de prise de décision apparaissent de façon claire et transparente.

Ces responsabilités croissantes sont exprimées dans la nouvelle législation sur les ressources du sous-sol qui insiste sur le fait que les prises de décision et les impacts soient clairement définis par les organismes d'Etat et par les firmes étrangères opérant au Groenland.

La population groenlandaise avoisine les 57 000 habitants qui vivent dans des villes et dans des villages littoraux isolés distants de plusieurs milliers de kilomètres. En hiver, le transport entre villes et villages est limité à des vols très coûteux, en particulier dans le nord du Groenland, lorsque la banquise ferme les routes du transport maritime. L'accessibilité est particulièrement difficile durant cette période de l'année.

Malgré l'importance croissante d'Internet et de la télévision qui permet de partager l'information, il existe des difficultés pour faire circuler l'information, consulter la population et l'écouter.

Différents textes institutionnels comme la Déclaration des droits des peuples autochtones, ILO 169, insistent sur l'importance des consultations publiques concernant l'utilisation du territoire, des mers et des ressources.

Depuis 2010, le Conseil Circumpolaire inuit a ouvertement défendu la réglementation des Droits des Peuples Autochtones (UN) et a favorisé les

réunions publiques des habitants afin qu'ils soient impliqués dans les prises de décision au Groenland.

Prise de conscience environnementale

Le Conseil Circumpolaire inuit et les organisations internationales ont exprimé tout leur intérêt concernant les aspects environnementaux liés au développement des ressources au Groenland. L'organisation Avataq a été très active dans la mise en avant des problèmes liés à l'extraction de l'aluminium et aux nombreux projets miniers : elle a réussi à faire entendre sa voix sur les nombreuses conséquences environnementales de ces projets. La radio nationale KNR a inclue de façon croissante ces organisations dans les débats. Du coup, cela a permis à l'opinion publique groenlandaise de prendre conscience des aspects environnementaux de ces projets industriels et de poser le débat de façon plus nuancée.

Durant l'été 2010, l'exploitation de pétrole et de gaz commença dans la mer à l'ouest du Groenland. L'ONG Greenpeace, pour protester contre ces opérations de forage, achemina son bateau dans les eaux groenlandaises. Elle organisa une réunion publique à Nuuk mais celle-ci se transforma en une manifestation contre elle-même. En effet, les campagnes contre la chasse aux phoques et aux baleines ont entraîné une forte hostilité et une grande méfiance des Inuit à l'encontre de Greenpeace. Du coup, Greenpeace n'obtint pas le soutien, tant espéré, des Groenlandais pour dénoncer les opérations de forage entrepris par Cairn Energy en septembre 2010.

Changement climatique

En 2010, les rapides changements du climat continuèrent à être fortement perçus au Groenland. Les rapports scientifiques publiés quelques années auparavant ont insisté sur les records de chaleur.²

La banquise fond plus rapidement que prévu, le temps continue à être instable.

Le centre de recherche groenlandais sur le changement climatique a mis en place des projets sur ce thème.³ Au même moment, le Gouvernement du Groenland a initié des projets sur l'adaptation et sur l'atténuation du réchauffement climatique afin d'en mesurer les conséquences sur la société groenlandaise et de proposer des mesures d'adaptation.

Il s'efforce donc d'être actif sur cette thématique, spécialement à la UN, lors de la convention sur le changement climatique qui s'est tenue à Cancun au Mexique en décembre 2010.

Il a montré son soutien aux peuples autochtones face au changement climatique provoqué par l'exploitation de l'homme mais en même temps il insiste sur le nécessaire développement économique du pays, en se fondant

sur un des principes du UN de « responsabilités communes mais différenciées ».

Le ICC continue à défendre la notion de « peuples » plutôt que celle d'États. La vulnérabilité provoquée par le changement climatique se définit davantage à l'échelle régionale et locale qu'à l'échelle nationale. En effet, les frontières d'États divisent les peuples autochtones dont les Inuit.⁴

1 Notes

1 Inuit Circumpolar Council, The 2010 Nuuk Declaration: <http://www.inuit.org/index.php?id=409>

2 Government of Greenland's Bureau of Minerals and Petroleum: www.bmp.gl

3 Cairn Capricorn Social Impact Assessment, Exploration Drilling Programme, Offshore West Greenland 2011, Version 1, 1 March 2011: www.erm.com

4 Government of Greenland's Bureau of Minerals and Petroleum: www.bmp.gl

5 Danmarks Miljøundersøgelser: <http://www.dmu.dk/greenland/minerogmiljoe/maarmorilik/>

6 Greenland Development: www.aluminium.gl

7 NASA Earth Observatory, Record Melting in Greenland during 2010: <http://earthobservatory.nasa.gov/IOTD/view.php?id=49338>

8 Greenland Climate Research Centre: <http://www.natur.gl/index.php?id=974&L=3>

9 Inuit Circumpolar Council press release at COP16: http://inuitcircumpolar.com/index.php?auto_slide=&ID=438&Lang=En&Parent_ID=¤t_slide_num=

2

3

Sara Olsvig est anthropologue. Elle travaille au Conseil Circumpolaire inuit à Nuuk (Groenland). Elle est inuk et très active dans les débats publics au Groenland, en particulier en ce qui concerne le développement des ressources.

*Source : IWGIA, The Indigenous World 2011
traduction pour le GITPA par Véronique Antomarchi,
membre du réseau des experts pour l'Arctique du GITPA*